ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 23 février 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant statut du personnel de la coopération technique", a donné le 8 mars 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e februari 1967 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het statuut van het personeel van de technische coöperatie", heeft de 8e maart 1967 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

L'arrêté royal du 16 août 1963 se borne à organiser l'agréation des experts et techniciens qui accomplissent des services dans un pays en voie de développement et à leur accorder, s'ils bénéficient de cette mesure, divers avantages à charge du Trésor belge. L'avis du Conseil d'Etat relatif au projet devenu l'arrêté royal du 16 août 1963 soulignait que "le Gouvernement n'entend pas ... donner au personnel affecté à ces fins (de la coopération avec les pays en voie de développement), la qualité d'agent d'une administration publique". Il observait que "Les avantages que le projet met à charge de l'Etat auraient donc le caractère de subsides d'encouragement octroyés individuellement en raison de l'intérêt public que revêtent les activités du bénéficiaire" (Moniteur belge du 23 août 1963, Pasinomie 1963, p.1.161).

Le présent projet repose sur une conception toute différente. Il tend à donner aux personnes accomplissant des tâches de coopération avec les pays en voie de développement, la qualité d'agent d'un service de l'Etat belge. La "mission de coopération" est ainsi assumée par la Belgique" (1), qui s'en acquittera par l'intermédiaire d'agents recrutés à cette fin. Le projet a pour objet de fixer le statut particulier de ces agents. Il s'ensuit,

.../...

- -

(1) Article 39 du projet.

et telle est bien la pensée du Gouvernement, que les supérieurs hiérarchiques dont il est question dans diverses dispositions du projet sont uniquement des autorités belges.

A. En son préambule, le projet invoque comme fondement légal l'article 66, alinéa 2, de la Constitution.

Cette disposition confère au Roi le pouvoir de nommer aux emplois d'"administration générale" et de "relation extérieure". Or, à la différence des agents des autres services, les agents auxquels le projet est relatif n'accomplissent pas leurs prestations directement pour une administration de l'Etat belge, mais pour un Etat étranger ou, du moins, pour la population de cet Etat; ils n'auront pas non plus pour fonction d'assurer la défense des intérêts de l'Etat belge au point de vue diplomatique ou consulaire. On doit, dès lors, se demander si l'article 66, alinéa 2, de la Constitution peut constituer le fondement légal d'un arrêté concernant les agents qui ont ce caractère particulier.

L'étendue des pouvoirs que l'article 66, alinéa 2, de la Constitution confère au Roi ne peut être définie qu'à la lumière de l'ensemble des principes fondamentaux de l'organisation des administrations de l'Etat inscrits dans la Constitution.

.../...

L'article 29 dispose : "Au Roi appartient le pouvoir exécutif, tel qu'il est réglé par la Constitution". Il en est déduit que "l'organisation des services administratifs de l'Etat est une prérogative du pouvoir exécutif lequel a qualité pour prendre les dispositions réglementaires nécessaires au fonctionnement des services" (1). Détenteur du pouvoir exécutif, le Roi est habilité à déterminer les tâches dont il entend s'acquitter dans l'exercice de ce pouvoir et à créer, au sein de l'administration de l'Etat, les services nécessaires à l'accomplissement de ces tâches. Sous réserve des restrictions apportées par d'autres articles de la Constitution qui interdisent d'ériger en services publics certaines activités telles que le culte (articles 14 à 16) ou qui réservent au législateur la compétence d'instituer d'autres services publics, tels ceux qui sont chargés de l'enseignement (article 17), le Gouvernement dispose d'une entière liberté d'appréciation pour choisir les activités qu'il entend ériger en service public et confier à des services administratifs de l'Etat (2).

.../...

- -

(1) Arrêt du Conseil d'Etat du 12 décembre 1957, DEPREZ, n° 5914, Recueil des arrêts et avis du Conseil d'Etat, p. 675.

(2) A. MAST, "Précis de droit administratif belge", 1966, n° 55.

L'article 68 de la Constitution confie au Roi la conduite des relations extérieures de l'Etat belge. Inspiré par une nouvelle conception de celles-ci, - conception qui fait une plus grande place à la solidarité internationale - , le Gouvernement entend ériger en service public belge la coopération technique avec les pays en voie de développement. Celle-ci devient désormais la mission d'un service administratif de l'Etat belge. Il résulte des observations émises ci-dessus que le Roi peut créer semblable service sur base de l'article 29 de la Constitution. L'article 66, alinéa 2, qui tire une des "conséquences naturelles" de l'article 29 (1), habilite le Roi à nommer les agents nécessaires au fonctionnement du nouveau service créé.

Si le Roi puise ainsi, dans les articles 29 et 66, alinéa 2,de la Constitution, le pouvoir de nommer les agents belges de la coopération technique et de fixer leur statut, il n'en reste pas moins que cette coopération ne s'exercera généralement que dans les cas et aux conditions qui seront déterminés par des accords internationaux que le Roi conclura sur base de l'article 68 de la Constitution.

En vue de souligner le lien qui existe entre les éléments nationaux et internationaux qui caractérisent la fonction de coopération technique que le projet tend à organiser, le Conseil d'Etat suggère de viser au préambule les articles 29, 66, alinéa 2, et 68 de la Constitution.

.../...

(1) P. WIGNY, "Droit constitutionnel", tome II, n° 477.

Dans la mesure où le projet concerne les personnes visées par les lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées le 21 mai 1964, il trouve son fondement légal dans ces dernières lois, spécialement dans leur article 13. En conséquence cette disposition légale doit être également citée dans le préambule. En outre, le p ojet devrait régler expressément la situation administrative et pécuniaire des bénéficiaires de l'article 13, § 2, desdites lois.

B. Dès lors que le projet confère aux personnes dont il fixe le statut la qualité d'agent d'une administration de l'Etat, ces personnes seront soumises de plein droit aux dispositions légales applicables à ces agents.

Parmi ces dispositions, assez nombreuses, on peut notamment citer l'article 6 de la Constitution, le décret du Congrès national du 20 juillet 1831 sur le serment ainsi que le chapitre III du titre II et le titre IV du Code pénal.

Il y a lieu d'attirer particulièrement l'attention du Gouvernement sur les dispositions suivantes qui présentent un intérêt plus direct pour l'élaboration et la mise en application de l'arrêté en projet.

I. Le recrutement des agents complémentaires est soumis aux droits de préférence accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

II. L'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935 relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics soumet à la "délibération du conseil des Ministres" les autorisations de dérogations ainsi que les peines disciplinaires infligées pour infraction aux dispositions

.../...

de l'arrêté (articles 4 et 5 de l'arrêté) (1).

Pour satisfaire à l'article 4 de l'arrêté royal du 5 février 1935, il y aurait lieu de modifier l'article 47 du projet en vue de prévoir une délibération du conseil des Ministres préalable à la décision du Ministre.

Pour satisfaire à l'article 5 de l'arrêté royal du 5 février 1935, il y aurait lieu de compléter l'article 55 du projet par une disposition portant qu'en cas d'infraction aux prescriptions dudit arrêté, l'agent peut être suspendu et que la suspension ou la révocation, prévue dans l'hypothèse d'une récidive, sont prononcées par délibération du conseil des Ministres (1). Une disposition semblable a été insérée, sur la suggestion du Conseil d'Etat (2), dans l'article 93, alinéa 2, de l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Les règles fixées par l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935 manquent de souplesse et se sont révélées d'une application malaisée. Il n'empêche que l'administration reste tenue de les respecter aussi longtemps que l'autorité compétente n'y aura pas apporté les modifications souhaitables.

.../...

---

(1) Arrêts du 15 mai 1959, GEINGER, n° 7080, Recueil des arrêts et avis du Conseil d'Etat, p. 377; du 16 novembre 1962, CONREUR, n° 9709, ibidem, 1962, p. 949; du 9 décembre 1964; VAN NEREM, n° 10.910, ibidem, 1964, p. 902.

(2) Avis publié au Moniteur belge du 15 mars 1961 et reproduit à la Pasinomie 1961, pp.132-133, 158 et 170.

III. Créé par le pouvoir exécutif au sein de l'administration de l'Etat, le service de la coopération technique avec les pays en voie de développement est un "service public centralisé de l'Etat" au sens de l'article 1er, § 1er, 1°, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966. Il est difficile d'en déterminer les conséquences. En effet, il s'agit d'un service entièrement nouveau ayant des activités qui sont profondément différentes de celles des autres services et qui, en outre, sont très diverses.

L'Office de la coopération au développement est, sans aucun doute, un "service central" au sens des articles 39 à 43 des lois coordonnées.

Selon les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, l'Administration considère que, au contraire, les agents envoyés dans un pays en voie de développement, qui accomplissent de manière directe des prestations pour ces pays, ne constituent pas un "service établi à l'étranger" au sens de l'article 47 des lois coordonnées. L'administration fait valoir que cette thèse trouve un appui dans l'économie de cet article, dont les dispositions, et notamment les §§ 2, 4 et 5, ne viseraient que les services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères, auxquels on peut toutefois assimiler des missions accomplissant des prestations pour les autorités belges mais établies à l'étranger. S'il est évident, en effet, que de nombreuses dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative ne sont pas susceptibles de trouver application à l'égard des agents du service de la coopération technique tant en raison de la nature toute particulière de leurs fonctions que du caractère nouveau d'un service dont le législateur de 1963 n'a pas prévu la création, il reste néanmoins que le Gouvernement se devra de respecter les principes et l'esprit des lois précitées.

+

Compte tenu des difficultés que peut entraîner l'application aux agents du service de la coopération technique, de certaines dispositions légales relatives aux agents des administrations de l'Etat, il appartient au Gouvernement d'apprécier s'il ne serait pas préférable, pour prévenir des contestations, de solliciter du législateur des dispositions nouvelles qui donneraient un statut particulier au service de la coopération technique en dérogeant aux dispositions légales en vigueur.

C. Les fonctions des membres du personnel de la coopération technique avec les pays en voie de développement relèvent plus des relations extérieures que de l'administration générale. Les emplois de ces agents doivent donc être classés, selon la distinction faite par l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, dans les emplois de "relation extérieure" et non dans les "emplois d'administration générale".

Ayant le caractère d'agent de "relation extérieure", les membres du personnel de la coopération technique n'ont pas la qualité d'agent de l'Etat au sens de l'article 1er de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 (1). Le fait qu'ils ne sont pas nommés

.../...

(1) Arrêt du Conseil d'Etat, section d'administration, du 24 décembre 1953, DE MUYNCK, n° 3015, VIe; avis de la section de législation sur le projet devenu l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, publié au Moniteur belge du 22 juin 1955 et reproduit dans la Pasinomie 1955, p. 274; avis de la section de législation sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, reproduit dans l'Instruction générale du 31 juillet 1964 (Moniteur belge du 10 novembre 1964, p.11.783).

"à titre définitif" suffirait, d'ailleurs, à les empêcher d'être des agents de l'Etat au sens dudit article.

En outre, les membres du personnel de la coopération technique ne tombent pas sous l'application de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics. En effet, ils ne font partie d'aucune des catégories d'agents énumérées à l'article 1er de l'arrêté. Ils ne sont notamment pas inclus dans les agents de l'"administration générale du Royaume" visés à l'article 1er, 1°, de l'arrêté, l'expression "administration générale" étant employée par cette disposition dans le même sens qu'à l'article 66, alinéa 2, de la Constitution (1).

.../...

- -

(1) Avis du Conseil d'Etat déjà cité.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Le projet est divisé en dix-sept "Parties" numérotées de I à XVII. Certaines de ces parties sont divisées en titres. La division en chapitres n'apparaît nulle part.

A la différence du statut des agents de l'Etat, le présent projet comprend à la fois le statut administratif et le statut pécuniaire du personnel de la coopération technique.

Il est proposé de diviser le projet comme suit :

"Première partie - Du statut administratif des agents de la coopération technique".

(parties I à VIII et la partie XV du projet).

"Deuxième partie - Du statut pécuniaire des agents de la coopération technique".

(parties IX à XIV du projet).

"Troisième partie - Dispositions transitoires et finales".

Si cette suggestion est retenue il est proposé de donner la dénomination "Titres" aux "Parties" du projet et de diviser ceux-ci en chapitres.

+

.../...

Il n'y a pas lieu de viser dans le préambule les arrêtés royaux des 16 août 1963 et 6 juillet 1964 qui ne constituent pas le fondement du projet et qui, de plus, sont abrogés par celui-ci.

+

Dans sa rédaction actuelle, l'article 10 du projet laisse tous ses droits à l'accès à un emploi du cadre, à l'agent complémentaire qui réunissait toutes les conditions requises mais aux services duquel il a été mis fin définitivement.

+

Une disposition reprise de l'article 9, alinéa 1er, du statut des agents de l'Etat devrait former l'alinéa 1er de l'article 42 du projet.

+

L'article 59 donne au Ministre une délégation trop large en ce qui concerne le recours.

L'intention du Gouvernement étant d'organiser un recours en matière disciplinaire, l'article 59 devrait préciser la nature du recours ainsi que l'essentiel des garanties accordées aux intéressés.

La même observation vaut notamment pour les articles 11, 96 et 97.

+

.../...

Les redites abondent dans les tableaux annexes.

Il est suggéré de ramener à deux le nombre de ces tableaux, et de les composer comme suit :

ANNEXE I. CLASSEMENT ET BAREME DES REMUNERATIONS.

Catégorie	Echelon	Traitement de base annuel	Complément	Traitement total

(comme au projet, annexe II, colonnes 1 à 5).

ANNEXE II. CONDITIONS DE RECRUTEMENT ET EQUIVALENCES DES ECHELONS.

Catégorie	Echelon	Diplômes, brevets et certificats requis	Grades du secteur public belge requis	Agents ayant servi sous le régime du règl. cadre du 16.8.1963 ou de l'A.R. du 6.7.1964	Agents ayant servi sous les régimes antérieurs aux A.R. des 16.8.1963 et 6.7.1964.
		(comme à l'annexe II du projet, colonnes 1, 2, 6 et 7)		(comme à l'annexe III, colonnes 6 et 7).	

Le texte des dispositions du projet où il est question des tableaux devrait être adapté en conséquence.

+

+ +

.../...

Par souci de concordance avec les textes actuellement en vigueur, il convient de remplacer le terme "technische coöperatie" par "technische samenwerking", dans la version néerlandaise.

+

\+ +

Compte tenu du bref délai dont il a disposé, le Conseil d'Etat a dû limiter son avis aux observations qui précèdent.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het koninklijk besluit van 16 augustus 1963 organiseert alleen maar de erkenning van de deskundigen en technici die in een ontwikkelingsland diensten verstrekken en verleent hun, als zij dan erkend zijn, een aantal voordelen ten bezware van 's Lands kas. In zijn advies over het ontwerp waaruit dat koninklijk besluit ontstaan is, heeft de Raad van State erop gewezen dat het niet in de bedoeling van de Regering lag "aan het (voor de ontwikkelingssamenwerking) bestemde personeel de hoedanigheid van ambtenaar van een openbaar bestuur te verlenen". "De voordelen", aldus de Raad, "welke het ontwerp ten laste van de Staat brengt, zouden dus het karakter hebben van aanmoedigingstoelagen die individueel worden toegekend wegens het openbaar belang van de werkzaamheden van de begunstigde" (Belgisch Staatsblad van 23 augustus 1963).

Het onderhavige ontwerp is geheel anders opgevat. Het bedoelt aan hen die taken vervullen in het kader van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, de hoedanigheid van ambtenaar van een dienst van de Belgische Staat te verlenen. België neemt daarmee de "coöperatieopdracht" op zich (1) ; het zal die opdracht vervullen door toedoen van daarvoor aangeworven ambtenaren. Doel van het ontwerp is, het bijzonder statuut van die ambtenaren vast te stellen. Daaruit volgt, en zo ziet de Regering het inderdaad, dat de hiërarchische meerderen van wie in verschillende bepalingen van het ontwerp sprake is, uitsluitend Belgische overheden zijn.

.../...

---

(1) Artikel 39 van het ontwerp.

A. In de aanhef zegt het ontwerp rechtsgrond te vinden in artikel 66, tweede lid, van de Grondwet.

Die bepaling machtigt de Koning, ambtenaren te benoemen "bij het algemeen bestuur en bij de buitenlandse betrekkingen". Maar anders dan in de overige diensten, verrichten de in het ontwerp bedoelde ambtenaren hun prestaties niet rechtstreeks voor een bestuur van de Belgische Staat maar voor een vreemde Staat, of althans voor de bevolking daarvan ; evenmin zal het hun taak zijn de belangen van de Belgische Staat uit een diplomatiek of consulair oogpunt te verdedigen. Het is dus de vraag of artikel 66, tweede lid, van de Grondwet rechtsgrond kan opleveren voor een besluit betreffende ambtenaren van zo bijzondere aard.

De reikwijdte van de bevoegdheden welke artikel 66, tweede lid, van de Grondwet aan de Koning verleent, kan maar worden bepaald in het licht van het geheel der in de Grondwet neergelegde grondbeginselen betreffende de organisatie van de Rijksbesturen.

Artikel 29 bepaalt : "De uitvoerende macht, zoals zij door de Grondwet is geregeld, berust bij de Koning". Hieruit wordt afgeleid, dat "de organisatie van de administratieve diensten van de Staat een prerogatief van de uitvoerende macht is, die bevoegd is tot het treffen van de verordenende maatregelen die de werking van de diensten vereist" (1).

.../...

---

(1) Arrest van de Raad van State van 12 december 1957, DEPREZ, nr. 5914, Verzameling der arresten en adviezen van de Raad van State, 1957, blz. 727.

Als houder van de uitvoerende macht kan de Koning de taken bepalen welke hij in de uitoefening van die macht zal vervullen, en kan hij in de Rijksbesturen de daartoe nodige diensten instellen. Onder voorbehoud van de beperkingen, gesteld door andere artikelen van de Grondwet die verbieden bepaalde activiteiten, bijvoorbeeld de eredienst, tot openbare diensten te maken (artikelen 14 tot 16), of die de bevoegdheid tot het instellen van andere openbare diensten, bijvoorbeeld de met het onderwijs belaste, voor de wetgever reserveren (artikel 17), staat het de Regering volkomen vrij te oordelen welke activiteiten zij tot openbare dienst wil maken en aan administratieve diensten van de Staat wil opdragen (1).

Door artikel 68 van de Grondwet wordt het beleid inzake de buitenlandse betrekkingen van de Belgische Staat opgedragen aan de Koning. Uitgaande van een nieuwe, meer op de internationale solidariteit afgestemde opvatting over die betrekkingen, wil de Regering de technische samenwerking met de ontwikkelingslanden tot een openbare dienst maken. Die samenwerking wordt voortaan de taak van een administratieve dienst van de Belgische Staat . Uit hetgeen hiervoren is opgemerkt volgt, dat de Koning een zodanige dienst kan oprichten op grond van artikel 29 van de Grondwet. Artikel 66, tweede lid, dat een van de "natuurlijke consequenties" is van artikel 29 (2), machtigt de Koning tot het benoemen van de ambtenaren die nodig zijn voor de werking van de nieuw opgerichte dienst.

.../...

---

(1) A.MAST, "Précis de droit administratif belge", 1966, nr. 55.
(2) P.WIGNY, "Droit constitutionnel", deel II, nr. 477.

Vindt de Koning dus in de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet, de bevoegdheid om de Belgische ambtenaren voor de technische samenwerking te benoemen en hun statuut te bepalen, toch blijft het zo dat die samenwerking doorgaans maar tot stand zal komen in de gevallen en onder de voorwaarden, bepaald in de internationale verdragen welke de Koning zal sluiten op grond van artikel 68 van de Grondwet.

Ten einde de nadruk te leggen op de band tussen het nationaal en het internationaal aspect van het ambt in de technische samenwerking dat het ontwerp bedoelt te organiseren, geeft de Raad van State in overweging dat in de aanhef zou worden verwezen naar de artikelen 29, 66, tweede lid, en 68 van de Grondwet.

Inzover het ontwerp betrekking heeft op de personen bedoeld in de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika, ontleent het zijn rechtsgrond aan die wetten, inzonderheid aan artikel 13. Ook die wetsbepaling moet dus in de aanhef worden vermeld. Bovendien zou het ontwerp een uitdrukkelijke regeling moeten bevatten voor de administratieve en de geldelijke toestand van hen die in aanmerking komen voor artikel 13, § 2, van die wetten.

B. Aangezien het ontwerp de hoedanigheid van ambtenaar van een Rijksbestuur verleent aan hen wier statuut het bepaalt, zijn dezen van rechtswege onderworpen aan de wetsbepalingen welke op die ambtenaren van toepassing zijn.

Van die vrij talrijke bepalingen kunnen onder meer worden vermeld : artikel 6 van de Grondwet, het decreet van het Nationaal Congres van 20 juli 1831 betreffende de eed, en hoofdstuk III van titel II en titel IV van het Strafwetboek.

.../...

De aandacht van de Regering moge vooral worden gevestigd op de volgende bepalingen die van meer rechtstreeks belang zijn voor het opmaken en in toepassing brengen van het ontwerp-besluit.

I. Bij de werving van het aanvullend personeel moet rekening worden gehouden met de voorkeurrechten, toegestaan bij de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947.

II. Het koninklijk besluit nr. 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen eist beraadslaging in Ministerraad voor machtigingen tot afwijking en voor tuchtstraffen wegens overtreding van de bepalingen van het besluit (artikelen 4 en 5 van het besluit) (1).

Ter voldoening aan artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 moet artikel 47 van het ontwerp worden aangevuld met het voorschrift, dat er beraadslaging in Ministerraad plaatsheeft vooraleer de Minister beslist.

Ter voldoening aan artikel 5 van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 moet artikel 55 van het ontwerp worden aangevuld met een bepaling die zegt dat de ambtenaar, ingeval hij de bepalingen van dat besluit overtreedt, geschorst kan worden en dat de schorsing of de afzetting, in geval van herhaling, wordt uitgesproken bij Ministerraadbeslissing (1).

.../...

---

(1) Arresten van 15 mei 1959, GEINGER, nr. 7080, Verzameling der arresten en adviezen van de Raad van State, 1959, blz. 406 ; van 16 november 1962, CONREUR, nr. 9709, ibidem, 1962, blz.1011; van 9 december 1964, VAN NEREM, nr. 10.910, ibidem, 1964, blz. 964.

Een soortgelijke bepaling is op voorstel van de Raad van State (1) ingevoegd in artikel 93, tweede lid, van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

De regelen van het koninklijk besluit nr. 87 van 5 februari 1935 zijn niet soepel genoeg en lastig toe te passen. Dat neemt niet weg dat de administratie er zich moet aan houden zolang de bevoegde overheid de gewenste wijzigingen niet heeft aangebracht.

III. De dienst voor de technische samenwerking met de ontwikkelingslanden, die dus door de uitvoerende macht in de Rijksadministratie wordt ingesteld, is een "gecentraliseerde openbare dienst van de Staat" in de zin van artikel 1, § 1, 1°, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966. De gevolgen daarvan zijn moeilijk te bepalen. Het gaat om een geheel nieuwe dienst ; zijn werkzaamheden verschillen grondig van die van de andere diensten, en zijn bovendien zeer verscheiden.

.../...

---

(1) Advies bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 15 maart 1961.

De Dienst voor de ontwikkelingssamenwerking is ongetwijfeld een "centrale dienst" in de zin van de artikelen 39 tot 43 van de gecoördineerde wetten.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, oordeelt de Administratie daarentegen dat de ambtenaren die naar een ontwikkelingsland worden gezonden en er rechtstreeks voor dat land prestaties verrichten, geen "buitenlandse dienst" vormen in de zin van artikel 47 van de gecoördineerde wetten. Zij meent steun te vinden voor die stelling in de economie van dat artikel waarvan de bepalingen, inzonderheid de §§ 2, 4 en 5, alleen zouden slaan op de buitendiensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, waarmede nochtans kunnen worden gelijkgesteld zendingen die voor de Belgische overheden prestaties verrichten maar in het buitenland gevestigd zijn. Al ligt het voor de hand dat heel wat bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken geen toepassing kunnen vinden op de ambtenaren van de dienst voor de technische samenwerking, zowel wegens de gans bijzondere aard van hun ambt als wegens het nieuwe van een dienst waarvan de oprichting door de wetgever van 1963 niet is voorzien, dit neemt niet weg dat de Regering de beginselen en de geest van die wetten zal hebben te ontzien.

\+

\+ \+

.../...

Gelet op de moeilijkheden die zich kunnen voordoen als bepaalde voorschriften betreffende het personeel van de Rijksbesturen toepassing zouden moeten vinden op de ambtenaren van de dienst voor de technische samenwerking, dient de Regering te oordelen of het niet wenselijk is betwistingen te voorkomen en de wetgever om nieuwe voorzieningen te vragen waardoor die dienst een bijzonder, van de geldende wetsbepalingen afwijkend statuut zou krijgen.

C. De taak van het personeel van de technische samenwerking met de ontwikkelingslanden ressorteert meer onder de buitenlandse betrekkingen dan onder het algemeen bestuur. Volgens het onderscheid van artikel 66, tweede lid, van de Grondwet moeten die ambten dus komen te staan onder de ambten "bij de buitenlandse betrekkingen", niet onder de ambten "bij het algemeen bestuur".

A Als ambtenaren bij de "buitenlandse betrekkingen" hebben de leden van het personeel van de technische samenwerking niet de hoedanigheid van rijksambtenaar in de zin van artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 (1). Zij kunnen die niet hebben, alleen al

---

(1) Arrest van de Raad van State, afdeling administratie, van 24 december 1953, DE MUYNCK, nr. 3015, VIe; advies van de afdeling wetgeving over het ontwerp waaruit ontstaan is het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 22 juni 1955; advies van de afdeling wetgeving over het ontwerp waaruit ontstaan is het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het rijkspersoneel, overgenomen in de algemene onderrichting van 31 juli 1964 (Belgisch Staatsblad van 10 november 1964, blz. 11.783).

omdat zij niet "in vast verband" benoemd worden.

Bovendien vallen zij niet onder toepassing van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten. Zij behoren immers niet tot één van de daar in artikel 1 genoemde categorieën van ambtenaren, met name niet tot het "personeel van 's lands algemeen bestuur" bedoeld onder 1°, waar de term "algemeen bestuur" gebruikt is in dezelfde zin als in artikel 66, tweede lid, van de Grondwet(1).

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Het ontwerp heeft zeventien "Delen", genummerd van I tot XVII en soms verder onderverdeeld in titels. Er zijn geen hoofdstukken.

Anders dan voor het Rijkspersoneel het geval is, omvat het ontwerp én het administratief statuut én de bezoldigingsregeling van het personeel van de technische coöperatie.

---

(1) Eerdervermeld advies van de Raad van State.

.../...

De volgende indeling moge worden voorgesteld :

" Eerste deel - Administratief statuut van het personeel van de technische samenwerking".
(delen I tot VIII en deel XV van het ontwerp).

" Tweede deel - Bezoldigingsregeling van het personeel van de technische samenwerking".
(delen IX tot XIV van het ontwerp).

" Derde deel - Overgangs- en slotbepalingen".

In dit voorstel kunnen dan titels, verder onderverdeeld in hoofdstukken, in de plaats komen voor wat nu "Delen" heet.

\+
\+ \+

In de aanhef hoeft niet te worden verwezen naar de koninklijke besluiten van 16 augustus 1963 en 6 juli 1964, die geen rechtsgrond voor het ontwerp opleveren en er bovendien door worden opgeheven.

\+
\+ \+

.../..

In de huidige lezing van artikel 10 behoudt het lid van het aanvullend personeel dat aan alle gestelde eisen voldeed, maar aan wiens diensten voorgoed een einde is gemaakt, al zijn rechten voor het verkrijgen van een betrekking in het kader.

+

Een bepaling ontleend aan artikel 9, eerste lid, van het statuut van het Rijkspersoneel, zou het eerste lid van artikel 42 van het ontwerp moeten vormen.

+

Artikel 59 verleent de Minister een te ruime bevoegdheid met betrekking tot het beroep.

De Regering bedoelt een beroep in tuchtzaken te organiseren ; artikel 59 zou dan ook de aard van dat beroep en de hoofdzaak van de waarborgen aan de betrokkenen moeten omschrijven.

Dezelfde opmerking geldt onder meer voor de artikelen 11, 96 en 97.

+

.../...

De bij het ontwerp gevoegde tabellen staan vol herhalingen.

Hun aantal kan tot twee worden teruggebracht, als volgt :

BIJLAGE I. RANGSCHIKKING EN SCHAAL VAN DE BEZOLDIGINGEN.

Categorie	Weddetrap	Jaarlijkse basiswedde	Complement	Totale wedde
(zoals in het ontwerp, bijlage II, kolommen 1 tot 5).				

BIJLAGE II. WERVINGSEISEN EN GELIJKWAARDIGHEID VAN DE WEDDETRAPPEN.

Categorie	Weddetrap	Vereiste diploma's, brevetten en getuigschriften	Vereiste graden van de Belgische overheidssector	Ambtenaren die gediend hebben: onder de regeling v.h.kaderreglement van 16.8.1963 of van het K.B. van 6.7.1964	Ambtenaren die gediend hebben: onder de regelingen van vóór de K.B. van 16.8.1963 en 6.7.1964
(zoals in bijlage II van het ontwerp, kolommen 1, 2, 6 en 7)				(zoals in bijlage III, kolommen 6 en 7)	

De tekst van de ontwerp-bepalingen waarin sprake is van de tabellen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

\+

\+ \+

.../...

Terwille van de overeenstemming met de thans geldende teksten vervange men de term "technische coöperatie" door "technische samenwerking".

\+

\+ \+

Gelet op de korte termijn waarover hij heeft beschikt, heeft de Raad van State zijn advies moeten beperken tot vorenstaande opmerkingen.

La chambre était composée de

Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,	
	G. ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.